



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion sociale

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mikel SEBLIN

Politique de la ville et cohésion sociale - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité, comme l'illustrent les éléments issus de l'ABS (Analyse des Besoins Sociaux) du CCAS.

Montpellier est la ville de plus de 200 000 habitants de France qui a connu la plus forte progression de la population depuis les années soixante. De 118 864 en 1962 à 275 318 habitants en 2014 soit une évolution de 156 454 habitants gagnés en 50 ans et une moyenne de 3 000 habitants en plus chaque année.

La pauvreté à Montpellier est par ailleurs très importante. Avec 26 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté (ménage dont le niveau de vie est inférieur à 989 € par mois – année 2012). Ce taux de pauvreté est double pratiquement à celui de la moyenne nationale (14 %).

La pauvreté est plus forte dans les familles monoparentales (37 % soit 12 110 personnes) que dans la population générale (26 %). Mais les situations de pauvreté des ménages vivant en couple parentaux (couple avec enfants) est aussi très préoccupante : 27,9 % des ménages de cette catégorie vivent sous le seuil de pauvreté ce qui est pratiquement le double de la moyenne nationale (13,2 %).

La proportion des enfants vulnérables est également très importante (c'est-à-dire des enfants qui cumulent plusieurs facteurs de risques sur un total de 7, liés au type de famille, à la situation des parents par rapport à l'emploi et au niveau de formation, ainsi qu'au type de logement dans lequel il vit) : 22,4 % soit le double de la moyenne nationale (11,6 %).

La première étude « un jour donné » - réalisée en 2019 dans le cadre du plan Logement d'abord, sur impulsion de la Métropole de Montpellier, par le Laboratoire du CNRS Art-Dev en collaboration avec l'Université Paul Valéry, a permis d'estimer à presque 1 850 le nombre de personnes en situation ponctuelle d'hébergement d'urgence ou sans abri. Que ce soit lié au choix des personnes, aux critères qui favorisent ou non la prise en compte de leur demande, aux possibilités et dispositifs existants pour y répondre ... il n'en reste pas moins que sur notre territoire des adultes et des enfants vivent à la rue ou en squat dans des conditions de vie indécentes, avec des besoins humains fondamentaux non couverts.

C'est dans ce cadre que la Ville et la Métropole de Montpellier s'engagent comme Territoire de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault.

Les priorités identifiées, pour 2020, dans le cadre des cinq engagements sont les suivantes :

- L'accès aux droits et à la santé ;
- La lutte contre la précarité alimentaire ;
- L'inclusion sociale et professionnelle ;

Elles se traduiront par différents dispositifs et actions suivantes :

- Casser la reproduction de la pauvreté en créant un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité ;
- Soutenir le marché de la Solidarité du Secours populaire Hérault notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux ;
- Observation et coordination de l'aide alimentaire sous conditions de ressources ;
- Expérimentations pour développer les approvisionnements durables de l'aide alimentaire ;
- Parcours innovant dans l'emploi ;
- Développement des dispositifs d'insertion par l'économie ;
- Mobilisation des entreprises ;
- Création d'un nouveau Point Conseil Numérique ;
- Améliorer l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles ;
- Faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés par la mise en place de dispositifs de médiation en santé.

La contractualisation avec l'Etat se traduit par une convention de 3 ans dont l'objet est la mobilisation de l'ensemble des acteurs sur des objectifs communs, laissant toute la place à l'adaptation aux besoins du territoire, à l'innovation, l'expérimentation et à l'initiative des acteurs.

Cette première convention est une étape de préfiguration. Elle permet de définir des priorités conjointes qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Les premières fiches actions 2020 seront complétées ou modifiées si nécessaire par avenant, les fiches actions complémentaires pour les années 2021 et 2022 seront prises par avenant également.

Les actions entreprises dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet de dotations de l'Etat dont le montant pour l'année 2020 est fixé à 500 000 €.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'acter le principe de l'engagement de la Métropole dans le plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- de dire que les dépenses sont inscrites au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'appui à la lutte de prévention et de lutte contre la pauvreté avec l'Etat et la Ville de Montpellier, ainsi que les conventions relatives au reversement des subventions par la Métropole à la Ville d'une part, au CCAS d'autre part ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144927-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe 1 Etat des lieux convention globale plan pauvreté.pdf
- annexe 2-1 10 fiches actions définitives.pdf
- Projet Convention stratégie pauvreté Métropole V5-1-1.pdf
- CONVENTION Flux financiers Plan pauvreté Métropole-Ville 2020-2022.pdf
- annexe 2-2 tableaux financiers plan pauvreté 09 2020.pdf
- CONVENTION Flux Plan pauvreté Métropole-CCAS 2020-2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.